

223C0765
FR0013185857-FS0404

23 mai 2023

Déclaration de franchissement de seuil et déclaration d'intention
(article L. 233-7 du code de commerce)

IL EST RAPPELÉ QUE LA PRESENTE DECLARATION EST ETABLIE SOUS LA RESPONSABILITE DU DECLARANT, LA PUBLICATION DE CET AVIS N'IMPLIQUANT PAS LA VERIFICATION PAR L'AMF DES INFORMATIONS COMMUNIQUEES.

ABEO

(Euronext Paris)

1. Par courrier reçu le 22 mai 2023, complété par un courrier reçu le 23 mai, la société par actions simplifiée Crédit Mutuel Equity SCR¹ (28 avenue de l'Opéra, 75002 Paris) a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi en hausse, le 6 janvier 2023, le seuil de 20% des droits de vote de la société ABEO et détenir, à cette date, 1 385 828 actions ABEO représentant 2 771 656 droits de vote, soit 18,37% du capital et 20,58% des droits de vote de cette société².

Ce franchissement de seuil résulte d'une diminution du nombre total de droits de vote de la société ABEO.

Le déclarant a précisé détenir, au 23 mai 2023, 1 385 828 actions ABEO représentant 2 771 656 droits de vote, soit 18,37% du capital et 20,53% des droits de vote de cette société³.

2. Par les mêmes courriers, la déclaration d'intention suivante a été effectuée :

La société Crédit Mutuel Equity SCR déclare :

- [...] le franchissement à la hausse du seuil de 20% des droits de vote résulte d'une diminution du nombre total de droits de vote de la société ABEO, et n'a par conséquent nécessité aucun financement ;
- qu'elle agit seule ;
- qu'en fonction du cours de l'action ABEO et son estimation de la valeur intrinsèque de la société, elle envisage de poursuivre ses achats en fonction des opportunités de marché ;
- qu'elle n'envisage pas de prendre le contrôle de la société ABEO ;
- qu'elle n'envisage pas de modifier la stratégie de la société ABEO ;
- qu'elle n'envisage aucune des opérations prévues à l'article 223-17 I, 6° du règlement général de l'Autorité des marchés financiers ;
- qu'elle ne détient aucun instrument financier ou accord mentionné aux 4° et 4° bis du I de l'article L. 233-9 du code de commerce ;
- qu'elle n'a conclu aucun accord de cession temporaire ayant pour objet les actions et/ou les droits de vote de la société ABEO ;
- qu'elle n'envisage pas de demander un autre poste d'administrateur au conseil d'administration de la société ABEO. »

¹ Contrôlée par la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel.

² Sur la base d'un capital composé, à cette date, de 7 543 305 actions représentant 13 465 561 droits de vote en application du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

³ Sur la base d'un capital composé de 7 543 305 actions représentant 13 502 372 droits de vote en application du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.